

# Une ministre solidaire

**A**gnès Buzyn était de passage dans l'Eure hier mardi. La ministre des Solidarités et de la Santé a entamé sa journée à l'espace Simone-Veil, situé dans l'un des quartiers prioritaires de **Vernon**, pour une table ronde autour des questions de solidarité.

Pendant une heure, les associations locales et départementales, des Restos du cœur à la Croix-Rouge, en passant par Alfa et Saint Vincent de Paul, ont présenté leurs actions et leurs difficultés quotidiennes. « *J'apprécie ces visites car elles me permettent de me nourrir* », a indiqué Agnès Buzyn, en guise d'introduction.

La ministre a donc largement pu prendre note de l'expérience des

représentants associatifs. Il faut dire que les sujets abordés ont été nombreux : jeunes et personnes âgées en marge des structures d'aides, soutiens aux migrants, accompagnement des familles monoparentales, emplois aidés... **Claire O'Petit**, députée de la 5e circonscription de l'Eure, a également pris la parole pour alerter sur la situation des « *jeunes hommes et femmes, mis à l'écart dans nos campagnes car homosexuels* ». Si Agnès Buzyn s'est montrée à l'écoute des acteurs de terrain, elle n'a effectué aucune annonce concrète, se contentant d'égrener quelques pistes de réflexion. « *Malgré tout le travail effectué, le bénévolat n'est pas assez mis en valeur aujourd'hui. C'est un plus pour la société que nous*



Agnès Buzyn

*devons faire émerger dans les années à venir, peut-être même comme une voie d'avenir pour certains jeunes.* »

Agnès Buzyn espère également

« *présenter des mesures concrètes dès 2018* » concernant la numérisation qui faciliterait les démarches de nombreux usagers isolés et permettrait de mieux les identifier. « *Nous devons avancer notamment avec les CAF [Caisse d'allocations familiales, Ndlr] pour faire converger tous les systèmes d'information.* »

Enfin, la ministre a rappelé que l'objectif initial des emplois aidés consistait à servir à l'insertion professionnelle. « *Environ 200 000 ont été budgétés en France pour 2018. Ils seront mieux ciblés dans les DOM, les petites communes et les secteurs associatifs comme l'hébergement d'urgence ou l'aide alimentaire.* »

CÉLIA MICK